

Rapport d'activités 2017

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Table des matières

Rapport d'activités 2017	1
Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission.....	3
L'enjeu de la Commission.....	3
Champ d'application de l'article 41	3
La commission agit sur plainte, également appelée requête	3
Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?.....	4
Composition de la Commission	5
Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2017	6
Chapitre 2 : Etude des dossiers	7
Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis	7
Section 2 : Les activités commerciales.....	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?	7
C42/78 : « Du muscle pour tous ».....	7
C42/84 : « La bataille de la bière »	8
Section 3 : les activités politiques	8
Section 4 : La concurrence déloyale	9
Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?.....	9
C42/80 : « La liste d'attente »	9
Annexe I.....	11
Composition au 1 ^{er} janvier 2017 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.....	11
Annexe II - texte des avis prononcés en 2017.....	13
Les activités commerciales.....	13
C42/78 : « Du muscle pour tous ».....	13
C42/84 : « La bataille de la bière »	14
La concurrence déloyale.....	16
C42/80 : « La liste d'attente »	16

Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2017 en est la dixième édition.

L'enjeu de la Commission

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue » (Art. 43, §3, alinéa 2)

Champ d'application de l'article 41

Le champ d'application – appelons-le « *rationae materiae* » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements ».

La commission agit sur plainte, également appelée requête

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur¹ de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?

Selon l'art. 43. §1^{er} : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation ;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement ;

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement. »

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit. »

L'exposé des motifs² indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet,

¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

² Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p. 3 et 4

proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités. »

Composition de la Commission

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française³;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2017) se trouve indiquée en annexe.

³ Ou son délégué.

Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2017

Depuis la clôture du rapport 2016, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission ne s'est réunie qu'une fois.

Elle a procédé à l'examen de trois plaintes :

Dossiers 2017	Nature ⁴	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/78 : « Du muscle pour tous »	Com	14/06/2016	10/07/2017	Décision en attente
C42/80 : « La liste d'attente »	CD	14/09/2016	10/07/2017	Décision en attente
C42/84 : « La bataille de la bière »	Com	12/04/2017	10/07/2017	Décision en attente

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre trois avis. Deux dossiers concernent la matière commerciale. La concurrence déloyale a fait l'objet d'un seul dossier. Il n'y a pas eu de requête en matière de propagande politique.

⁴ Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

Chapitre 2 : Etude des dossiers

Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des différents avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques, ou pas du tout.

Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

Section 2 : Les activités commerciales

1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?

La loi du 11 juillet 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent - et doivent - se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître de deux affaires que nous nous proposons de détailler ci-après.

C42/78 : « Du muscle pour tous »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017 – décision de l'autorité : en attente

Culture physique - Société de fitness - projet de démarchage scolaire – absence de précision – absence de plainte – non contradiction avec l'article 41

Le représentant d'un organe de représentation d'un Pouvoir organisateur fut contacté par une société de fitness qui se proposait d'équiper des écoles avec du matériel de fitness. Les membres

de la Commission souhaitèrent en savoir davantage et chargèrent l'administration d'écrire au siège social de la société, mais malgré un rappel, aucune réponse ne parvint au secrétariat de la Commission. Comme entretemps, aucune plainte n'avait été déposée, les membres furent d'avis que les éléments énoncés dans l'article 41 précité n'étaient pas réunis.

C42/84 : « La bataille de la bière »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017 – décision de l'autorité : en attente

Visite d'une brasserie durant le temps scolaire – dangers de l'alcool – hors du champ de l'article 41 – publicité commerciale omniprésente – contradiction d'avec l'article 41

Un père de famille déplora que la visite d'une brasserie, telle qu'organisée par l'école où était scolarisée sa fille, se déroule dans un contexte de mise en valeur de la bière à travers ses prétendues vertus et dans un contexte historique uniquement exposé dans le but de promouvoir un produit commercial. Ce papa fut d'autant plus choqué que cette publicité s'adressait aussi à des adolescents de 2^{ème} année, leur occultant les dangers de l'alcool. Les membres examinèrent les arguments de cette personne. Bien conscients que l'alcool présente de nombreux dangers pour les jeunes, ils se dirent cependant tenus, de par le décret, de ne se pencher que sur l'aspect commercial de l'activité incriminée. Poursuivant leur analyse, ils s'aperçurent que le portfolio accessible aux enfants était un dossier pédagogique qui regorgeait de publicité commerciale et que plusieurs marques de bière étaient mises en valeur.

Etant donné ce qui précède, ils furent d'avis que l'activité dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 précité.

Section 3 : les activités politiques

L'article 41 précité dispose de ce que « toute activité et propagande politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés », par la raison qu'« il fut jugé souhaitable que les différences de conception (qu'elles soient philosophique ou politiques) ne puissent – dès les bancs de l'école - déclencher les conflits qui, assez tôt, divisent les hommes⁵ ».

En 2017, toutefois, la Commission n'a pas été saisie de la moindre plainte en ce domaine.

⁵ Commentaire de l'article 41 du Pacte scolaire, in POUBAIX Henri, Le Pacte scolaire, un point de départ, Bruxelles, Dutilleul, 1963 (?), p 88.

Section 4 : La concurrence déloyale

Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?

Il ne s'agit point de la concurrence déloyale au sens de la loi sur les pratiques de commerce, mais d'un concept de déontologie propre à la matière de l'enseignement : En effet, le Pacte scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements. On veut éviter que, par certaines pratiques, les établissements scolaires, éventuellement de réseaux différents, ne rallument la « guerre scolaire. »

En outre, il convient d'avoir à l'esprit que le concept de concurrence déloyale est susceptible d'être examiné sous deux aspects :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ».

L'année 2017 en a fourni un exemple.

D'autre part, la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. En 2017, la Commission n'a été confrontée à aucune plainte introduite sous cet aspect-là.

Voici donc l'exposé de la plainte étudiée sous l'angle de l'article 41 lui-même :

C42/80 : « La liste d'attente »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017 – décision de l'autorité : en attente

Liste d'attente pour s'inscrire dans une école fondamentale B – souhait de parents d'être informés de désistements éventuels – début d'année scolaire dans l'école A – information positive des parents de la part de B – absence de concurrence déloyale dans le chef de l'établissement B

Les enfants de Monsieur P*** ont débuté leur scolarité à l'Ecole de W*** (école B) qui représentait un second choix pour les parents ; ces derniers avaient demandé explicitement à la direction de l'Ecole de L*** (école A) d'être informés de désistements éventuels permettant à

leurs enfants d'intégrer cette école. La direction de l'Ecole de L*** répondit à la demande des parents en les informant de désistements en M1 et M2, années de scolarisation des enfants. L'école B invoquait un cas de concurrence déloyale dans le chef de l'école A. Les membres, ayant examiné le rapport de la mission d'inspection qu'ils avaient sollicitée de la part de l'administration, s'aperçurent de ce que c'était à la demande explicite des parents que l'école A avait fourni les renseignements incriminés. Ils furent donc unanimes à estimer que l'article 41 n'avait pas été transgressé.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être présentés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une agréable lecture.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,
Directrice générale

Jean-Michel CRABBÉ
Directeur

Annexe I

Composition au 1^{er} janvier 2017 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGE		M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGE	
M. Pierre ERCOLINI, Directeur général adjointe, AGE		M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général adjoint, AGE	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Benoît DEWAELE, SEGEC		MME Anne METHENS, SEGEC	
MME Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC		MME Nathalie DASNOY, SEGEC	
MME Isabelle BLOCRY, CECF		MME. Axelle BRUYNINCKX, CECF	
M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS		M. Philippe DEMIESSE, CPEONS	
M. Michel BETTENS, FELSI		MME Valérie LEONET, FELSI	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

M. Didier LETURCQ		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Caterina ALIBRANDI		M. Philippe DUPONT	
M. Pierre SEVENANTS		M. Philippe DELFOSSE	
M. Serge CROCHET		M. Gérard LEGRAND	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Joseph THONON, CGSP Enseignement		M. Olivier BOUILLON, CGSP Enseignement	
M. Bernard DE COMMER, SETCa		M. Joan LISMONT, SETCa	
MME Laurence MAHIEUX, CSC-Enseignement		MME Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement	
M. Eugène ERNST, CSC-Enseignement		MME Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement	
MME, Hayat NGADI SLFP		MME Isabelle WARGNIES, SLFP	
M. Marc MANSIS, A.P.P.E.L.		M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L.	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Michaël LONTIE, UFAPEC		MME Julie FERON, UFAPEC	
M. David LECOMTE, FAPEO MME Darleen POLLET, FAPEO		M. Christopher JAUMOULE, FAPEO	

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME Caroline SAUVEUR, CRIOC ⁶	En suspens	Monsieur Thomas MOUREAU, CRIOC	En suspens

Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur

⁶ "Le CRIOC a été dissout en 2015 par le Gouvernement, qui a annoncé en juin 2015 la création d'une nouvelle asbl, l'AB-Reoc, Association belge de recherche et d'expertise des organisations de consommateurs (voir article du Soir). Pas encore d'informations à ce sujet début 2016. (Voir aussi le site RéAJC, qui concerne essentiellement les jeunes consommateurs)
Si elle a bien repris le relais des actions du CRIOC, l'asbl AB-REOC n'a pas de lien juridique avec le CRIOC". réf: site internet du "réseau - idées" http://www.reseau-idee.be/adresses-utiles/fiche.php?org_id=55 consulté le 18 mai 2017.

Annexe II - texte des avis prononcés en 2017

Les activités commerciales

C42/78 : « Du muscle pour tous »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017

Décision de l'autorité : en attente

Considérant que, le 14 juin 2017, [un membre de la Commission] transmet à Madame la Présidente un courriel dans lequel la Société B***, qui avait contacté l'intéressé lui-même, « se propos[ait] d'équiper des écoles avec du matériel de fitness » ;

Considérant que « [B***] [soutenait] l'absence de publicité au sein des écoles, hormis la couleur orange du matériel et le logo de la société présent sur les appareils » ;

Considérant que [ce membre] se demanda dès lors si le logo aurait pu constituer une forme de publicité visée par la loi (sauf peut-être s'il s'agissait de la marque des appareils) ;

Considérant que B*** soutenait dans sa missive qu'il s'agi[ssait] d'un projet caritatif » : « En 2015 et 2014, [B*** fit] un don important au Télévie (recherche contre la leucémie). Mais cette année [-là], [la société] cherch[ait] un projet qui [fut] lié avec [sa] mission : rendre le fitness accessible à tous » ;

Considérant que les membres de la Commission, réunis en séance du 7 septembre 2017, souhaitèrent en savoir davantage et chargèrent l'administration d'écrire au siège social de B***;

Considérant que, dès le 27 octobre 2017, Madame la Directrice générale écrivit à la société pour poser les questions suivantes et disposer de davantage de précisions :

- Savoir si le projet, tel qu'exposé dans le courriel, avait déjà été mis en œuvre dans les établissements scolaires – entendons dans la partie francophone du Royaume.
- Pouvoir disposer de la liste de ces établissements.
- Préciser si la société B*** avait déjà équipé certaines écoles et faire connaître la nature du matériel qui leur aurait été fourni à cette occasion, les conditions éventuellement imposées et remettre copie de la documentation que la société aurait pu faire parvenir aux établissements scolaires dans le cadre de l'opération visée.
- Préciser aux membres quels intérêts pédagogiques seraient développés dans le projet tel que le conçoit B*** ?

Considérant que, malgré un rappel, la Société B*** ne daigna pas répondre ;

Considérant que, pour leur part, les membres constatèrent qu'aucun établissement scolaire n'avait émis la moindre plainte ;

Considérant qu'en l'absence de plainte, il est difficile de savoir si une pratique commerciale a eu lieu dans un établissement scolaire ou durant le temps scolaire ;

Considérant qu'il était donc difficile de savoir si une transgression de l'article 41 de la loi du 19 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement avait réellement eu lieu ;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que les éléments énoncés dans l'article 41 précité n'étaient pas réunis.

C42/84 : « La bataille de la bière »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017

Décision de l'autorité : en attente

Considérant que le 12 avril 2017, [un père de famille] introduisit une plainte par laquelle déplora vivement l'organisation « par le Lycée du B*** d'une sortie scolaire au site de production d'[une certaine bière X] ;

Considérant que, poursuivit ce père de famille, « le choix d'un site de production de bière [avait] été choisi par l'école sur base [d'une] fiche séquence [...]. Cette séquence intitulée « produire depuis plusieurs siècles », propose d'« amener l'élève à découvrir l'évolution de la fabrication d'un produit comme par exemple : la porcelaine, la céramique, la bière, le fromage, le sucre ; »

Considérant que, toujours selon ce papa, il était déplorable que cette visite ait été programmée dans la brasserie qui produit la bière [X], plutôt qu'à la micro brasserie de l'Abbaye de V***, citée dans les outils pédagogiques [...] ;

Considérant qu'en effet - c'est le papa qui parle - la brasserie qui produit la « [X] » appartient à un groupe commercial, [...], dont le seul but est de promouvoir un produit commercial sous couvert de l'éloge de valeurs historiques et de vertus liées à [une certaine circonstance historique] ;

Considérant que ce dernier fut d'autant plus choqué que cette publicité s'adressait aussi à des adolescents de 2^{ème} année, leur occultant les dangers de l'alcool ;

Considérant que ce papa réitéra son indignation dans un article de [presse] ;

Considérant que dans un courriel du 15 juin 2017, il souhaita faire part à la Commission du commentaire suivant :

« Il me semble que, à treize ans, après avoir écouté la promotion de la fabrication de bière dans une brasserie commerciale, et étudié la bière dans un portefeuille documentaire avec une vingtaine de photos publicitaire mettant la bière en valeur, notamment « Cette bière de fermentation haute brassée dans le respect de la tradition...Sa coloration est dorée et ensoleillée. Son arôme délicieusement malté est d'une douceur subtile et généreuse... » bref, après avoir été mis en contact avec toutes les qualités de la bière, terminer avec une page de mise en garde légale et sanitaire me paraît à contretemps, insuffisant, équivoque et presque hypocrite.

« A treize ans, pour une boisson qui aura été à ce point mise à l'honneur avant une mise en garde insuffisante, les enfants voudront sans doute vérifier par eux-mêmes si elle présente bien toutes les qualités et les dangers annoncés.

« D'autant plus que les « dangers » évoqués concernent essentiellement l'abus d'alcool, qui ne sont pas spécifiques aux jeunes. Ils concernent tout le monde, adultes ou jeunes. La vidéo visionnée ne montre qu'un cas exceptionnel et dramatique d'abus d'alcool.

« Les dangers spécifiques pour un jeune en croissance de toute « consommation même avec sagesse » d'une boisson alcoolisée, qui justifient une interdiction légale totale, ne sont pas évoqués.

« Je doute que le professeur d'étude du milieu ait une quelconque formation à jour sur les dangers que fait courir à un organisme en croissance toute consommation d'alcool. Il ne répète donc que les lieux communs habituels sur l'abus d'alcool, qui ne sont pas spécifiques aux jeunes de 13 ans, dont 85% auraient déjà bu de l'alcool, et 15% auraient déjà expérimenté une consommation excessive d'alcool. Bref, un système de prévention scolaire considéré par les spécialistes comme étant en grande partie obsolète, non-ciblé et inefficace, s'il n'est pas contre-productif.

Auriez-vous l'obligeance de joindre ce dernier dossier et ces derniers commentaires à ma plainte ? »

Considérant que les membres, ayant bien considéré les arguments de [ce papa], se dirent bien conscients que l'alcool présente de nombreux dangers pour la population en général et pour les jeunes en particulier ;

Considérant que les membres écoutèrent l'argument de ce père de famille qui déplorait qu'une forme de pédagogie soit mise au service de la promotion d'une boisson de « haute fermentation », même si elle est « brassée dans le respect de la tradition » ;

Considérant toutefois que les membres sont tenus, de par le décret, de ne se pencher que sur l'aspect commercial de l'activité incriminée ;

Considérant que les membres s'aperçurent que le portfolio accessible aux enfants était un dossier pédagogique qui regorgeait de publicité commerciale et que plusieurs marques de bière étaient mises en valeur ;

Considérant qu'en effet le portfolio comportait la représentation d'une grande quantité d'étiquettes de bières de toutes les marques, liées à une sorte de questionnaire pédagogique-didactique, en rapport avec l'histoire de la région ;

Considérant que les membres furent d'avis que la visite didactique d'une brasserie aurait pu se concevoir sans faire systématiquement référence à une marque de bière, ou à des bières déterminées ;

Considérant que l'activité a été programmée durant le temps scolaire, comme en témoigne le courrier adressé par le Lycée de B***;

Considérant le prescrit de l'article 41, alinéa 1er de la loi précitée qui énonce que « toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que les membres estimèrent qu'une mesure d'instruction supplémentaire n'était pas nécessaire pour poursuivre l'analyse du dossier ;

Considérant que les membres furent d'opinion que la visite de la brasserie comportait peut-être un arôme « délicieusement malté », mais surtout un goût « subtilement et généreusement » commercial, en l'occurrence ;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que l'activité dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 précité.

La concurrence déloyale

C42/80 : « La liste d'attente »

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2017
 Décision de l'autorité : en attente

Considérant qu'[un pouvoir organisateur] déposa le 14 septembre 2017 une plainte contre l'école de L***;

Considérant que [ce pouvoir organisateur] reprochait à l'école de L*** une forme de pratique déloyale contraire à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959, qui énonce en son alinéa 2 que « toute pratique déloyale est [...] interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement »;

Considérant que [le requérant] vit un « détournement de clientèle », un drainage d'élèves, en ce que l'école de L*** avait fait savoir aux parents qui avaient inscrit leur enfant sur une liste d'attente, notamment à Monsieur P***, dont les enfants étaient initialement inscrits à l'école de W***, qu'il n'y avait pas de place dans l'enseignement primaire et qu'elle leur avait conseillé d'inscrire les enfants en maternelle pour pouvoir bénéficier de l'enseignement primaire;

Considérant que les membres de la Commission, réunis en leur séance 2 décembre 2017, souhaitèrent que soit diligentée une mission d'inspection afin de déterminer les circonstances dans lesquelles ces informations ou ces conseils avaient pu être prodigués aux parents ;

Considérant que Monsieur l'Inspecteur de l'enseignement primaire rédigea un rapport le 21 février 2017, dans lequel il arriva aux conclusions suivantes :

- « Les enfants [de Monsieur P***] ont débuté leur scolarité à l'Ecole de W*** qui représentait un second choix pour les parents ;

- Les parents avaient demandé explicitement à la direction de l'Ecole de L*** d'être informés de désistements éventuels permettant à leurs enfants d'intégrer cette école ;
- La direction de l'Ecole de L*** a répondu à la demande des parents en les informant de désistements en M1 et M2, années de scolarisation des enfants ».

Considérant que les membres, réunis le 10 juillet 2017, prirent connaissance du contenu de ce rapport et constatèrent que l'école de L*** se bornait à informer des parents de la circonstance que des places se libéraient dans leur établissement par le fait de désistements ;

Considérant que les membres n'y virent aucune pratique déloyale au sens où l'entend l'article 41 de la loi précitée;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que les éléments énoncés dans l'article 41 précité n'étaient pas réunis.
